

Nous sommes furieux/ses comme nous l'avons rarement été.

Notre sentiment est qu'ils ne savent que faire des sangliers. Ils devaient trouver des actions à mener pour justifier l'argent qui a été débloqué. Quoi de plus simple que de s'en prendre aux animaux d'élevage qui eux sont répertoriés, triés, bouclés, fichés ? Pour en être bien sûre, l'AFSCA (Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire) a mené la semaine précédente un recensement sous prétexte d'information sur les mesures sanitaires à prendre pour éviter la propagation au sein des élevages. Dans un contexte pourtant tendu et d'urgence, ils n'ont jamais été aussi avenants et prévenants. Deux jours après la fin de leur tournée, nous apprenions la décision d'abattage généralisé sur toute une zone. Zone de 63 000 ha dont seuls 3 000 sont concernés. On ne prend pas une mesure aussi disproportionnée en un week-end, ou alors c'est un symptôme de trouble de l'impulsivité.

Dans tous les cas, une décision aussi importante et contraignante ne pouvait se prendre sans consulter les éleveurs. Des pratiques autoritaristes indignes d'une démocratie !

Le délai imparti de la mise en application était dérisoirement court. Quatre jours pour ceux qui ont été directement informés. Certains éleveurs n'ont pas été mis au courant par les autorités de la possibilité de "profiter" de ce laps de temps. Il leur a fallu compter sur les médias et leurs voisins. Dans leur grandeur d'âme, ils ont été très conciliants pour permettre l'abattage à la ferme, ce qui apparaît très intéressant à plusieurs titres. D'abord, ils savaient que les capacités de l'abattoir étaient dérisoires par rapport au nombre total d'animaux (130 places pour 4 000 porcs). Ensuite et surtout laisser les éleveurs sauver ce qui pouvait l'être était une manière ultra efficace de les occuper et de ne pas leur permettre une réaction offensive ou tout au moins défensive.

Le risque sanitaire concernant les porcs d'élevage était purement basé sur des probabilités non-exposées. Dans les faits, pas un seul animal de ferme n'était atteint de la peste porcine africaine. Par conséquent, parler d'action sanitaire est abusif. De toute façon, ils (responsables AFSCA et du gouvernement) admettent volontiers qu'il s'agit là d'une démarche économique afin de préserver les marchés industriels internationaux et le cours du porc (qui ne profitera aucunement aux 58 éleveurs qui n'ont plus de cheptel porcin).

Une autre stratégie pour s'assurer de museler les éleveurs était de les tenir avec des indemnités. Celles-ci seront « à la hauteur », on achète la paix. Un pas de travers, et tout est perdu. Un grand nombre ne peut se le permettre, d'autant plus que l'ignorance la plus totale règne quant à l'avenir. Un an minimum avant de refaire vivre les porcheries. Peut-être plusieurs années. L'agriculture étant quotidiennement hyper normée, contrôlée et soumise à sanctions, on peut craindre une accoutumance sur-développée à l'obéissance, ce qui serait un facteur de maintien de l'ordre. Quand l'incertitude et l'insécurité anéantissent la révolte...

De plus, dans le cas présent, tout est habilement orchestré pour que toute tentation ou tentative de dissidence soit immédiatement hors-la-loi et répréhensible.

Lors de la séance de communication, il n'y a pas eu de justifications tangibles, il est en permanence question d'experts et de stratégies. Pas de noms, pas de références, hormis vaguement des expériences – soi-disant efficaces – non argumentées en République Tchèque (comparé au risible échec polonais !). Aucune proposition alternative n'a été proposée. Messieurs dames, les blouses blanches, sont là pour vous dire ce qu'il faut faire. Milgram n'est pas si loin.

Notons également l'absence de manifestation quasi totale des partis politiques, des associations et autres. Si cela devait avoir lieu, il sera trop tard depuis longtemps pour sauver les 4000 individus. Le désastre aura eu lieu, le mieux à espérer est une reconstruction dans des délais plus brefs qu'annoncés. Le risque de dissémination du virus dans le cas hypothétique où les porcs auraient été atteints à un moment donné était clairement diminué par le fait que la majorité des élevages étaient petits (moins de 50 animaux) et par conséquent à destination principalement locale et familiale.

Pour le cas des élevages plus imposants, la difficulté rencontrée à écouler leurs produits due aux restrictions de circulation et à l'embargo aurait naturellement limité tout risque. Néanmoins pour ceux-ci, on peut imaginer qu'un plan aurait pu être engagé afin de les tirer d'embarras.

Cependant, la question se pose de savoir s'il y a eu volonté de rassurer les marchés par des mesures extrêmement simples (quarantaines, analyses vétérinaires, etc) pour assurer de la qualité sanitaire des produits. La maladie ayant des effets très rapides. Nous parlons bien d'une maladie qui n'a aucune incidence sur l'être humain et ne porte aucun préjudice à sa santé, l'interdiction de consommation de la viande au-delà de l'arrêté était d'autant plus démesurée. Un gâchis. Mardi il n'y aura plus de cochons en Gaume pour une longue période. Tout le travail de sélection des éleveurs disparaîtra en même temps.

Ces méthodes sont abjectes et ceux qui les décident sont méprisables.

Le vivant n'est pas une marchandise.

Les acteurs du ras-du-sol.